

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG50/1

15 janvier 1998

(98-0126)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD EUROPEEN ENTRE LES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET LA HONGRIE, SERVICES

Communication conjointe des parties

Modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords d'intégration économique relatifs aux services

Dans une communication datée du 12 décembre 1997, les Communautés européennes, également au nom de la Hongrie, ont fait parvenir la documentation ci-après établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la Hongrie.

I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ACCORD

1. Membres: La Hongrie, les Communautés européennes et leurs Etats membres
Date de la signature: 16 décembre 1991
Date de l'entrée en vigueur: 1er février 1994
2. Description générale de la structure de l'Accord

L' "Accord européen" entre la Hongrie et les Communautés européennes et leurs Etats membres est un accord d'intégration économique de vaste portée qui établit une association entre les deux parties. Les objectifs déclarés de l'Accord sont à la fois politiques et économiques, et comprennent l'établissement de relations politiques étroites et le développement des échanges entre les parties. L'Accord est conçu comme un tremplin vers l'entrée de la Hongrie dans la Communauté et établit un cadre pour l'intégration nécessaire.

L'Accord repose sur des engagements précis en matière de libération des échanges et de coopération économique. Ces engagements sont à leur tour renforcés par un dialogue politique entre les deux parties à tous les niveaux, y compris au niveau ministériel et parlementaire. Un conseil d'association, qui se réunit au niveau ministériel au moins une fois par an, est chargé de surveiller la mise en oeuvre de l'Accord. Au-dessous de lui, un comité d'association et ses sous-comités sont chargés de l'aider dans l'exercice de ses fonctions. Les aspects techniques de la mise en oeuvre de l'Accord sont examinés et convenus par les institutions dudit accord. L'ensemble du processus est renforcé par des dispositions relatives à la coopération économique sur les grands problèmes d'intérêt mutuel.

Cet accord est un accord préférentiel structuré autour d'une période de transition d'une durée maximale de dix ans divisée, en principe, en deux étapes de cinq années. D'ici à la fin de cette période de dix ans, une zone de libre-échange pour les marchandises, ainsi qu'un régime libéralisé régissant

l'établissement des sociétés et des ressortissants entre les deux parties, auront été instaurés. La fourniture de services aura été progressivement libéralisée au cours de cette même période.

3. Plan et programme

	Article premier	Objectifs
Titre I	Articles 2-5	Dialogue politique
Titre II	Article 6	Principes généraux
Titre III	Articles 7-36	Libre circulation des marchandises
Titre IV	Articles 37-58	Circulation des travailleurs, droit d'établissement et services
Titre V	Articles 59-69	Paievements, capitaux, concurrence et autres dispositions économiques, rapprochement des législations
Titre VI	Articles 70-96	Coopération économique
Titre VII	Article 97	Coopération culturelle
Titre VIII	Articles 98-103	Coopération financière
Titre IX	Articles 104-124	Dispositions institutionnelles, générales et finales

4. Relations entre l'Accord et un processus plus large d'intégration économique

La Hongrie a présenté une demande d'adhésion à l'Union européenne le 31 mars 1994. L'Accord européen établit un cadre pour les préparatifs nécessaires à cette adhésion, y compris la suppression des obstacles au commerce, l'harmonisation de la législation et la libération dans le domaine des services. L'entrée dans l'Union européenne suppose la pleine participation au Marché unique européen.

5. Données économiques et commerciales

On trouvera ci-joint les données commerciales.

II. DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES SERVICES

1. Secteurs ou sous-secteurs et modes de fourniture

L'Accord prévoit le traitement national dans le domaine de l'établissement et la libération des échanges de services entre les parties **dans tous les secteurs de services**, à l'exception de ceux qui sont mentionnés à l'article 51. En principe, **aucun secteur n'est exclu** du champ d'application de l'Accord. En termes de calendrier, s'agissant de l'établissement, la plupart des services doivent être couverts d'ici à la fin de la première étape, à savoir après cinq ans (article 44). Eu égard aux dispositions de l'article 6, qui prévoit une période de transition d'une durée maximale de dix ans, la libération de la fourniture de services s'opérera progressivement et le conseil d'association est chargé de prendre les mesures nécessaires.

Pour ce qui est des modes de fourniture, la libération des échanges de services **n'en exclut aucun**. Il convient de noter que l'Accord établit une distinction entre la circulation des travailleurs, le droit d'établissement et la prestation de services, conformément aux principes du Marché unique de la Communauté européenne fixés par le Traité de Rome, plutôt que suivant la classification des

modes de fourniture utilisée dans l' AGCS. Les articles 55 à 58 portent sur la fourniture transfrontières et la consommation à l'étranger, les articles 44 à 51 sur l'établissement/la présence commerciale et les articles 37, 41, 42 et 52 sur la présence de personnes physiques.

2. Elimination des mesures discriminatoires

L' Accord vise la libération entre les parties et prévoit, pour ce faire, l' absence ou l' élimination pour l' essentiel de toute discrimination, par l' élimination des mesures discriminatoires existantes et l' interdiction de nouvelles mesures discriminatoires ou de mesures plus discriminatoires. Bien que le calendrier établi pour l' élimination complète des mesures discriminatoires existantes soit conforme à la période de transition générale sur laquelle s' appuie l' Accord - à savoir dix ans -, de nombreuses mesures discriminatoires sont interdites à compter de la date d' entrée en vigueur dudit accord. Les principaux articles qui traitent de l' interdiction d' appliquer des mesures discriminatoires sont les suivants:

L' article 37 interdit toute discrimination fondée sur la nationalité à l' encontre des travailleurs de nationalité hongroise, dès lors qu' ils sont employés sur le territoire d' un Etat membre de la CE, et des travailleurs communautaires dès lors qu' ils sont employés en Hongrie, en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération ou de licenciement.

L' article 44 prévoit que la Hongrie accorde le traitement national pour l' établissement et l' activité de sociétés et de ressortissants communautaires (avec intégration progressive de certains secteurs), et que les Etats membres de la CE accordent le traitement national pour l' établissement et l' activité de sociétés et de ressortissants hongrois.

L' article 55 prévoit la libération de la fourniture de services entre les parties et la circulation temporaire des personnes prestant un service.

L' article 56 porte sur la prestation de services de transport entre la Hongrie et la CE. En ce qui concerne le transport maritime, les parties s' engagent à appliquer le principe du libre accès au marché et au trafic. S' agissant des transports aériens et terrestres, il existe une disposition prévoyant le maintien du *statu quo* et un engagement de la Hongrie d' adapter sa législation à celle de la Communauté. Aux termes de cet article, le conseil d' association doit également examiner les moyens d' améliorer la libre prestation des services de transport aérien et terrestre.

L' article 113 porte sur l' accès non discriminatoire des personnes physiques et morales de l' une des parties au système judiciaire de l' autre, afin d' y faire valoir leurs droits individuels et réels, y compris ceux relatifs à la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

L' article 115 est une clause de non-discrimination générale, qui couvre le traitement des ressortissants et des sociétés des deux parties.

3. Restrictions restant en vigueur

Etablissement et activité

Comme il est dit plus haut, l' Accord prévoit le traitement national pour l' établissement et l' activité de sociétés et de ressortissants des parties dans tous les secteurs de services. A compter de son entrée en vigueur, le traitement national est accordé par la Communauté aux sociétés et aux ressortissants hongrois dans tous les secteurs, pour leur établissement ou leur activité. Le traitement national est également accordé par la Hongrie à l' activité des sociétés et ressortissants communautaires établis sur son territoire, dès l' entrée en vigueur de l' Accord. Il est accordé par la Hongrie à l' établissement de sociétés et de ressortissants communautaires, à la fin de la première étape de la période

de transition (cinq ans) pour tous les secteurs, à l'exception des services financiers et des activités d'agents se rapportant aux biens immobiliers et aux ressources naturelles. Ces secteurs seront tous libéralisés d'ici à la fin de la période de transition (dix ans).

A la fin de la période de transition, les seules restrictions restantes concernant l'établissement de sociétés et de ressortissants dans le secteur des services s'appliqueront au secteur des transports (services de transport aérien, de navigation intérieure et de cabotage maritime), aux services juridiques (à l'exclusion des activités de conseil en gestion d'affaires) et aux services liés aux jeux de hasard. Il restera également des limitations concernant la vente, l'achat et la location de longue durée de biens immobiliers et de ressources naturelles. Le conseil d'association est cependant chargé de faire des recommandations en vue d'améliorer l'établissement et l'exercice des activités dans les secteurs des transports susmentionnés, et d'examiner l'inclusion des autres secteurs exclus.

Prestation de services entre la Communauté et la Hongrie

En ce qui concerne la fourniture de services entre la Hongrie et la CE, tous les secteurs de services doivent être progressivement libéralisés d'ici à la fin de la période de transition de dix ans. Les services de transport se voient appliquer un traitement différent de celui qui est réservé aux autres secteurs de services. S'agissant du transport maritime international, les parties s'engagent à appliquer le principe du libre accès au marché dès l'entrée en vigueur de l'Accord, alors que pour le transport aérien et terrestre, elles s'engagent à conclure des accords distincts afin de coordonner le développement et de permettre la libération progressive de ces secteurs. En outre, toujours dans ces secteurs, les parties prennent l'engagement de respecter le *statu quo* et la Hongrie s'engage à adapter sa législation à celle de la CE, dans la mesure où cela contribue à la libération.

4. Traitement des services et des fournisseurs de services originaires de pays tiers

Aucune disposition n'affecte le traitement des services et des fournisseurs de services originaires de pays tiers, et aucune modification des listes d'engagements spécifiques n'est proposée. Aucune disposition de l'Accord ne relève le niveau des restrictions aux échanges de services pour un autre Membre de l'OMC.

5. Règles d'origine pour les sociétés communautaires/hongroises

L'article 48 de l'Accord définit les termes "société de la Communauté" et "société hongroise" comme étant respectivement "une société constituée en conformité avec la législation d'un Etat membre ou de la Hongrie et ayant son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement sur le territoire de la Communauté ou de la Hongrie. Toutefois, si la société, constituée en conformité avec la législation d'un Etat membre ou de la Hongrie, n'a que son siège statutaire sur le territoire de la Communauté ou de la Hongrie, son activité doit avoir un lien effectif et continu avec l'économie de l'un des Etats membres ou de la Hongrie respectivement". En vertu de l'article 54, les dispositions de l'Accord relatives à l'établissement et à la prestation de services s'appliquent également aux sociétés détenues conjointement par des sociétés ou des ressortissants hongrois ou communautaires.

L'article 48 définit également ce que l'on entend par "ressortissant de la Communauté" et "ressortissant hongrois" - à savoir "une personne physique ressortissante de l'un des Etats membres ou de la Hongrie respectivement".

Enfin, s'agissant du transport maritime international, l'article 48 étend également le champ d'application des chapitres Etablissement et Prestation de services aux ressortissants ou aux compagnies de navigation des parties établis hors de celles-ci, si leurs navires sont immatriculés dans les Etats membres ou en Hongrie.

Aucune modification n'a été apportée aux critères appliqués pour déterminer l'origine des fournisseurs de services par suite du présent accord.

6. Normes/reconnaissance

Conformément à l'article 46 de l'Accord, le conseil d'association doit examiner les dispositions qu'il est nécessaire de prendre pour une reconnaissance mutuelle des qualifications. En vertu des articles 67 et 68, la Hongrie doit veiller à rendre progressivement sa législation compatible avec celle de la Communauté.

7. Sauvegardes

Les dispositions de l'Accord relatives à l'application de mécanismes de sauvegarde ne prévoient pas de soustraire l'une ou l'autre partie aux mesures de sauvegarde appliquées aux pays tiers. Dans des circonstances déterminées et limitées, la mise en oeuvre des dispositions concernant l'établissement dans certains secteurs peut être reportée, comme le prévoit l'article 50. Cette clause de sauvegarde n'a aucun effet sur les fournisseurs de services de pays tiers.

8. Subventions et aide de l'Etat

Le chapitre II du titre V de l'Accord énonce des règles concernant des subventions, l'aide publique et la concurrence. Les parties peuvent prendre les mesures appropriées si elles estiment qu'une pratique est incompatible avec le fonctionnement de l'Accord, comme le prévoit l'article 62, ou si la pratique en question cause un préjudice grave à l'autre partie, ou à son industrie nationale. Comme les deux parties sont Membres de l'OMC, toute mesure prise doit être compatible avec les règles de l'OMC, ainsi qu'il est indiqué dans l'Accord.

9. Marchés publics

Aux termes de l'article 66, dès l'entrée en vigueur de l'Accord, les sociétés hongroises ont accès aux procédures d'attribution des marchés publics dans la Communauté, conformément à la réglementation communautaire en la matière, en bénéficiant d'un traitement qui ne peut pas être moins favorable que celui qui est accordé aux sociétés de la Communauté. Les sociétés communautaires établies en Hongrie jouissent d'un droit équivalent, tandis que l'ensemble des sociétés de la Communauté se verront accorder ce droit au plus tard à la fin de la période de transition.

III. DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD

1. Exceptions et réserves

La libération de l'établissement et de la prestation de services fait l'objet de limites justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique. Les activités qui sont, fût-ce à titre occasionnel, liées à l'exercice de l'autorité publique sont également exclues.

2. Adhésion

L'Accord a été conclu expressément entre la Communauté européenne et ses Etats membres et la Hongrie, en vue de l'adhésion ultérieure de cette dernière à la CE. Des accords semblables ont été conclus entre la CE et neuf autres pays d'Europe centrale et orientale, qui ont tous présenté une demande d'adhésion à l'Union européenne.

3. Procédures de règlement des différends

Conformément à l'article 107 de l'Accord, le conseil d'association peut régler un différend relatif à l'application ou à l'interprétation de l'Accord par voie de décision. Au cas où cela ne serait pas possible, les parties et le conseil d'association doivent désigner chacun un arbitre. Les parties sont liées par les décisions prises soit par le conseil d'association, soit par les arbitres. Les procédures de règlement des différends ne se rapportent qu'à l'Accord et n'ont **aucune incidence** sur les autres procédures de règlement des différends auxquelles les parties pourraient être soumises en raison d'autres obligations internationales.

4. Cadre institutionnel

Comme il est dit plus haut, l'Accord est administré par le conseil d'association, le comité d'association et ses sous-comités.

Ventilation géographique du compte des opérations courantes 1992-1995 (source: Eurostat)

Déclarant: EUR15
Partenaire: Hongrie

	1992			1993			1994			1995		
	Crédit	Débit	Solde net	Crédit	Débit	Solde net	Crédit	Débit	Solde net	Crédit	Débit	Solde net
MARCHANDISES	5 659	5 503	155	6 787	5 186	1 600	8 240	6 361	1 878	8 835	7 694	1 140
SERVICES	1 526	1 457	69	1 636	1 445	191	1 979	1 644	335	1 563	1 765	-201
Transports	308	264	44	298	365	33	297	345	-48	277	414	-138
Transports maritimes	37	35	2	35	46	-10	34	57	-23	34	52	-19
Transports aériens	114	121	-7	124	142	-18	119	200	-82	139	281	-142
Autres transports	157	108	49	139	78	61	144	87	57	104	81	23
Voyages	154	629	-475	165	603	-438	182	624	-442	178	574	-396
Autres services	1 054	556	498	1 161	570	590	1 483	664	819	1 101	772	329
Services de communication	31	14	16	12	7	5	17	7	10	39	32	8
Services de construction	50	138	-88	83	115	-32	236	194	42	142	197	-54
Services d'assurance	24	11	13	31	8	23	36	11	26	40	15	24
Services financiers	28	8	20	68	17	51	46	9	37	29	11	18
Services informatiques	23	18	5	29	23	7	62	25	36	48	24	25
Redevances et droits de licence	17	8	9	23	11	13	37	10	27	49	9	40
Autres services fournis aux entreprises	852	254	598	890	299	591	990	313	677	698	283	415
Services personnels, culturels et récréatifs	10	23	-12	10	27	-17	14	29	-15	22	114	-92
Services publics	20	82	-62	14	63	-50	44	67	-22	33	88	-55
Services non ventilés	11	8	2	12	6	6	17	11	6	8	5	3

	1992			1993			1994			1995		
	Crédit	Débit	Solde net	Crédit	Débit	Solde net	Crédit	Débit	Solde net	Crédit	Débit	Solde net
REVENUS	892	310	582	779	396	384	855	252	603	929	258	671
Rémunération des employés	8	37	-29	10	87	-78	10	36	-26	9	41	-32
Revenu des investissements	884	274	610	770	308	462	845	216	629	919	217	702
TRANSFERTS COURANTS	28	280	-252	45	319	-274	40	342	-303	28	252	-224
COMPTE DES OPERATIONS COURANTES	8 105	7 551	554	9 247	7 345	1 902	11 113	8 601	2 513	11 354	9 969	1 385